

CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT ANNUEL 2023





ENFANTS SAINS

Ce rapport est
téléchargeable ici 



RAPPORT ANNUEL 2023



**Accélérer l'atteinte
des engagements de
la CIPD : donner le
sourire aux femmes**



”
 UNFPA, Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli.



SOMMAIRE



ACRONYMES 06

AVANT-PROPOS 07

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2023 08 - 09

DES STRATÉGIES ORIENTÉES VERS LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES 10 - 29

LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES AU COEUR DE LA CIBLE 30 - 38

GENRE, CULTURE ET DROITS HUMAINS : LE CARTON ROUGE BRANDI CONTRE LES VBG 39 - 49

CIPD30 : 10 ENGAGEMENTS SUR 12 SERONT ATTEINTS PAR LA CÔTE D'IVOIRE D'ICI 2030 50 - 56

UNFPA AU COEUR DE L'ACTION HUMANITAIRE 54 - 56

Partenaires 62

Donateurs 63

ACRONYMES

AFJCI : Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire

AIBEF : Association Ivoirienne pour le Bien Être-Familial

AIMAS : Association Ivoirienne pour le Marketing Social

ARSIP : Alliance de Religieux pour la Santé Intégrale et la Promotion de la personne humaine

BAD : Banque Africaine de Développement

CERCO : Centre d'Excellence et de Recherche en Créations Ouvertes

EDM : Ecole des Maris

ENSEA : Ecole Nationale Supérieure de Statistiques et de l'Economie Appliquée

INS : Institut National de la Statistique

IST : Infection sexuellement transmissible

KOICA : Agence Coréenne de Coopération Internationale

MGF : Mutilations génitales féminines

MS-Médias : Mutuelle de Solidarité des Agents des Médias

NPSP : Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique

TIC : Technologies de l'information et de la communication

ODD : Objectifs de développement durable

ONG : Organisation non gouvernementale

PBF : Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RGPH : Recensement général de la population et de l'habitat

PF : Planification familiale

RSB : Renaissance Santé Bouaké

SAS : Centre de Solidarité et d'Action Sociale

SNU : Système des Nations Unies

SONU : Soins obstétricaux et néonataux d'urgence

SPARK : Projet d'achats stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé

SRAJ : Santé reproductive des adolescents et des jeunes

SSR : Santé sexuelle et reproductive

TAKEDA : Firme pharmaceutique Japonaise

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

URPCI : Union des Radios de Proximités de Côte d'Ivoire

VBG : Violences basées sur le genre

VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine

AVANT-PROPOS DE LA REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE



A mi-parcours du 8ème Programme de Coopération entre la Côte d'Ivoire et l'UNFPA, le Bureau Pays s'est évertué à accélérer ses interventions, de concert avec ses partenaires du gouvernement et de la société civile afin de booster les progrès vers l'atteinte des résultats prévus dans le cadre de ce programme.

Les interventions ont concerné plusieurs volets qui sont au cœur des priorités de l'UNFPA en Côte d'Ivoire : le renforcement de l'offre et de la demande de services de santé sexuelle et reproductive, du développement du potentiel des adolescents et des jeunes, de la promotion du genre, de la prise en compte des dynamiques de population dans le développement, de la communication pour le changement social et de comportement ainsi que la réponse humanitaire.

Un des temps forts de cette année 2023 reste l'engagement de haut niveau du gouvernement ivoirien en faveur de la Planification Familiale lors de la RAPO (Revue Annuelle du Partenariat de Ouagadougou). Un engagement annoncé par le Premier Ministre et consistant à augmenter la contribution financière annuelle de 400 millions FCFA à 2,5 milliards FCFA pour l'achat et la distribution des produits contraceptifs jusqu'au dernier kilomètre.

La présentation du dossier d'investissement sur l'élimination des Violences Basées sur le Genre en Côte d'Ivoire, estimé à 115 milliards de dollars USD, combinée au lancement de la Campagne Carton Rouge pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'endroit des femmes et des filles ont permis de renforcer le plaidoyer et l'engagement politique contre les violences basées sur le genre. L'adoption de la déclaration SAVE : Sanctionner les Actes de Violences et pratiques Équivalentes en est une parfaite illustration.

Par ailleurs, l'organisation de Semaines Régionales de la Planification Familiale est une innovation et un accélérateur de la demande et de l'offre de services intégrés de santé. Cette initiative contribue à la mobilisation sociale en faveur de la Santé et droits sexuels et reproductifs et l'accroissement de l'offre et

de l'utilisation des services de Planification familiale et des services de Santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale et des adolescents et jeunes y compris la prévention et la prise en charge des cas de fistule obstétricale et de VBG.

Dans le domaine spécifique de la Santé maternelle, les efforts se sont concentrés sur le renforcement du réseau des structures SONU pour la prise en charge des urgences obstétricales et néonatales, l'accélération de la lutte contre la Fistule obstétricale à travers des missions opératoires, l'appui à la surveillance des décès maternels et périnataux et la riposte.

A ces interventions s'ajoutent la promotion de la plateforme E-Santé Jeune, les équipements des centres de santé et le renforcement des capacités des prestataires de soins, le travail de coordination des plateformes multisectorielles de lutte contre les VBG et de référence de la ligne verte 1308 qui contribuent à accélérer la réduction des décès maternels, de l'excision et du mariage d'enfant en Côte d'Ivoire.

Nous avons atteint l'ensemble de ces résultats grâce à l'engagement et l'appui de premier plan du gouvernement ivoirien, des partenaires techniques et financiers, des ONG partenaires, des organisations de la société civile, des leaders communautaires et des guides religieux.

Une mention spéciale est accordée à nos partenaires et donateurs de premiers plans à savoir la KOICA, la firme pharmaceutique Takeda, les Affaires Mondiales Canada, la Banque mondiale, la BAD, le Fonds Français Muskoka, le Fonds UBRAF, le Fonds d'urgence humanitaire et des fonds thématiques du siège de l'UNFPA qui ont contribué de façon significative à l'atteinte de ces résultats.

A l'aube de la fin de ce programme, l'UNFPA reste déterminé à poursuivre inlassablement ses efforts auprès du gouvernement, des donateurs, de la société civile et des communautés pour accélérer les progrès vers l'atteinte des trois résultats transformateurs.

Enfin, l'Organisation va entamer la réflexion pour l'intégration effective de l'agenda 2.0 du Secrétaire Général des Nations Unies dans la mise en œuvre de son programme. Cet agenda intègre les questions liées à l'innovation, la digitalisation, les sciences du comportement, la prospective et les données comme des leviers pour l'atteinte des ODD. C'est à ce prix que nous allons pouvoir atteindre les trois résultats transformateurs de l'UNFPA à l'horizon 2030.



Cécile Compaoré Zougrana
Représentante Résidente

RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2023



OFFRE DE SERVICES SSR



207 points de prestation de services

offrant les SONU de qualité rendu opérationnel à travers le pays



463 femmes survivantes de fistules obstétricales

ont été opérées dont plus de la moitié (251) ont reçu des kits pour développer des activités génératrices de revenus.



33 815 femmes en âge de procréer

ont reçu une méthode contraceptive de leur choix lors des semaines régionales de planification familiale dans les zones à faible couverture.

DEMANDE DE SERVICES SSR DE QUALITÉ



2 994 leaders et guides religieux

issus de 14 localités du pays se sont impliqués dans les actions de lutte contre les VBG et la promotion de la santé sexuelle et reproductive



282 413 femmes et filles mobilisées

au niveau communautaire en faveur de l'utilisation des services de santé et droits sexuels et reproductifs et de planification familiale.



2,5 milliards par an

mobilisé pour la promotion de la PF à la suite d'un plaidoyer conjoint avec les autres acteurs ayant amené le Gouvernement de Côte d'Ivoire à augmenter le financement

ACCÈS DES ADOLESCENTS ET JEUNES AUX SERVICES DE SSR



44 954

adolescents et jeunes ont reçu les services de santé sexuelle et reproductive dans les lycées et collèges.



274 158

adolescent(e)s et jeunes ont des capacités renforcées pour adopter des comportements sains et une sexualité responsable sans risque.

GENRE ET VBG



Lancement, sous le patronage du Premier Ministre, de la « Campagne Carton Rouge » contre les VBG. **Engagement de haut niveau pour la lutte contre les VBG.** La campagne a visé à recueillir 2 millions de signatures contre les VBG à travers une pétition en ligne.



135 communautés

ont pris l'engagement de mettre fin aux MGF, aux mariages d'enfants, et autres violences



11 054 survivant(e)s de VBG

ont bénéficié d'au moins une prise en charge en 2023

POPULATION ET DÉVELOPPEMENT



Le rapport d'examen de la Déclaration d'Addis Abeba a été élaboré dans le cadre de la célébration des 30 ans d'anniversaire de la CIPD. Ce rapport a permis de faire un point exhaustif sur les 12 engagements de Nairobi et de noter que 10 engagements sur les 12 énoncés, sont probables d'être tenus et 2 peu probables à l'horizon 2030.



Des plans d'analyse des 15 thèmes du recensement ont été réalisés avec l'appui du Projet Harmonisation et Amélioration des Statistiques en Afrique (PHAS) financé par la Banque mondiale.



Le dossier d'investissement sur l'atteinte des trois résultats de l'UNFPA en Côte d'Ivoire a été élaboré. Ce document a été utilisé comme outil de plaidoyer pour le lancement de l'initiative « carton rouge contre les VBG » et la mobilisation des ressources afin d'éliminer les VBG en Côte d'Ivoire.



**DES STRATÉGIES ORIENTÉES
VERS LES POPULATIONS LES
PLUS VULNÉRABLES**



CHIFFRES CLÉS

Dans le cadre du renforcement de l'offre de services de santé sexuelle et reproductive intégrés de qualité, les résultats suivants ont été obtenus :

Offres de service en Santé Sexuelle et Reproductive



1. Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) :

Renforcement du réseau national SONU avec la formation de plus de **500 prestataires**, le renforcement en équipements et matériels médicaux de **205 structures sanitaires** du réseau SONU et la formation de **248 prestataires** pour l'offre des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de qualité.



2. Renforcement des ressources humaines à travers le Mentorat, le Tutorat et la Délégation des tâches :

76 sages-femmes mentorées en SONU, **1 115 étudiant(e)s Sages-femmes et infirmiers encadrés** sur les SONU sur **10 sites de stage** – et **25 médecins généralistes formés** en chirurgie essentielle ;



3. Planification familiale :

2 semaines régionales de la Planification Familiale et **17 consultations foraines organisées** avec un résultat de **41 261 femmes mises sous contraception** dont **19 758 nouvelles utilisatrices** ;



4. Fistule obstétricale :

463 femmes opérées avec un taux de réussite **80%** après 21 jours ;



5. DMU/SSR :

1 500 Sages-femmes orientées sur l'offre de services de SRMNIA en situation d'urgence humanitaire.



6. SCM :

55 pharmaciens et gestionnaires de pharmacies formés en gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits de SR.

Demande de service de Santé de la Reproduction



7. Consultations foraines :

106 460 personnes (hommes et femmes) sensibilisées sur la SSR y compris la FO ;



8. Semaines Régionales de la Planification Familiale :

77 819 personnes sensibilisées sur la Santé de la Reproduction et la Planification familiale ;



9. Plaidoyer pour plus d'engagement dans la promotion des Droits de la Santé Sexuelle et Reproductive : 2 994 leaders communautaires et guides religieux des régions ont été capacités ;



10. Mobilisation communautaire et renforcement de capacité :

33 femmes présidentes d'associations féminines des collectivités locales mobilisées dans la lutte contre la Fistule Obstétricale et la promotion des Droits de la Santé Sexuelle et Reproductive à Séguéla, **174 groupements des jeunes ont eu leur capacité renforcée** sur la Santé de la reproduction, la planification familiale, le VIH et les VBG ;



11. Renforcement des capacités des Agents de Santé Communautaire :

1 680 Agents de Santé Communautaires des **33 régions sanitaires** ont eu leur capacité renforcée sur le remplissage des fiches d'identification des décès maternels et périnataux.



12. 158 consultations foraines réalisées dans 120 districts sanitaires avec comme résultat :

(i) **146 750 personnes** sensibilisées (ii) **19 094 femmes et filles** mises sous contraceptive dont **13 359 nouvelles acceptrices** (iii) **3 400 femmes et filles** reçues en Consultation Périnatales ; (iv) **1 511 femmes** reçues en Consultations post-natales; (v) **7 677 femmes** dépistés pour le cancer du col de l'utérus par IVA avec 47 cas positifs prises en charge pour la cryothérapie ; (vi) **4 040 femmes et filles** ont été dépistées au VIH (dont 459 filles) avec 14 cas VIH positif, prises en charge.



13. 01 Politique Pharmaceutique Nationale (PPN) a été révisée afin d'assurer la disponibilité continue des médicaments et intrants stratégiques de qualité à tous les niveaux de la pyramide sanitaire y compris jusqu'au dernier kilomètre.



Une photo des acteurs intervenants dans la sensibilisation et l'offre de services de santé lors de la Semaine Régionale de la Planification Familiale dans la région du Cavally

LES SEMAINES RÉGIONALES DE LA PLANIFICATION FAMILIALE : UNE INNOVATION ET UN LEVIER D'ACCÉLÉRATION DES OFFRES DE SERVICE DE PLANIFICATION FAMILIALE EN CÔTE D'IVOIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan d'Action National Budgétisé de Planification Familiale 2021-2025, plusieurs stratégies telles que les consultations foraines, la délégation des tâches en planification familiale ont été retenues pour booster les indicateurs de Planification Familiale en Côte d'Ivoire. Cependant leur mise en œuvre en routine comporte beaucoup limites.

Au regard de ces défis constatés, l'UNFPA a conjointement développé avec le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle une stratégie novatrice en 2023, à savoir l'organisation de semaines régionales de la planification familiale (SRPF) afin d'accélérer l'atteinte des objectifs en matière de PF.

Il s'agit d'une semaine d'offre intensive d'un paquet intégré de services de SR/PF comportant des activités de plaidoyer, de mobilisation sociale, d'information et de sensibilisation et d'offres de prestations de services de SRMNIA y compris la prévention et la prise en charge des cas de VBG au profit des populations notamment les plus défavorisées.

Deux semaines régionales de la Planification familiale ont été organisées en 2023, la première du 24 au 30 juillet 2023 dans la région du Gbékê, la seconde du 27 novembre au 03 décembre 2023 dans la région du Cavally. Des résultats fort appréciables ont été obtenus en deux semaines grâce à cette stratégie :



77 819

personnes touchées par les activités d'information et de sensibilisation sur le SR/PF/VBG



33 815

femmes et jeunes filles ont reçu une méthode contraceptive moderne dont **19 758** nouvelles utilisatrices



3 847

femmes enceintes vues en CPN



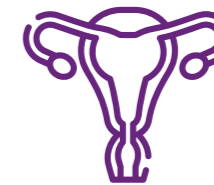
1 159

femmes vues en consultation postnatale



4 415

personnes ont bénéficié d'un test de dépistage du VIH



2 347

femmes ont bénéficié de services de dépistage de lésions précancéreuses du col de l'utérus



158

femmes ont été reçues en consultation juridique dans le cadre de la prise en charge des cas de VBG

La poursuite de cette stratégie contribuera de façon significative à l'atteinte des objectifs de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la Santé de la Reproduction et de la Planification Familiale.



Une sage-femme offrant des soins à l'Hôpital Général de Guiglo au cours de la Semaine Régionale de la Planification Familiale



Une vue des officiels ayant participé au lancement de la 12ème Réunion Annuelle du Partenariat de Ouagadougou

ENGAGEMENTS DE LA CÔTE D'IVOIRE

Quatre (4) engagements stratégiques majeurs ont été pris par le gouvernement à travers le Premier Ministre, ministre des Sports et du Cadre de Vie au cours de la RAPO 2023 pour booster le programme de Planification familiale de la Côte d'Ivoire dans le but d'accélérer la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile mais aussi contribuer à une meilleure maîtrise de la croissance démographique.

Ces quatre (4) engagements sont :

- ✓ L'augmentation de la contribution financière du gouvernement de Côte d'Ivoire pour la promotion de la Planification familiale de **400 millions FCFA à 2 milliards 500 millions FCFA par an.**
- ✓ L'institution de la gratuité de la Planification Familiale sur toute l'étendue du territoire, notamment pour les adolescents et jeunes dans tous les établissements sanitaires publics et au niveau communautaire
- ✓ Rendre disponibles les produits contraceptifs ainsi que les produits vitaux de santé maternelle dans tous les points de prestation de service jusqu'au dernier kilomètre.
- ✓ L'institution des semaines nationales d'intensification de la Planification Familiale.



DONNER LE SOURIRE À BÉBÉ ET À MAMAN



Gnohou Rosine, patiente du CSU de Nimbo avec sa fille

Gnohou Rosine est une maman comblée et reconnaissante. Cette jeune commerçante aux abords de l'école Nimbo de Bouaké, mariée et mère de deux filles revient de loin après un second accouchement difficile.

« Mon accouchement n'a pas été facile. Le jour de l'accouchement, la sage-femme m'a révélé après la consultation qu'il n'y a pas d'eau derrière l'enfant et qu'elle allait me référer au Centre Hospitalier Urbain de Bouaké pour l'accouchement ».

Cette nouvelle a fortement inquiété Rosine qui s'est mise à pleurer et a appelé son mari et sa mère. « J'avais peur car j'ai fait une fausse couche et je ne voulais pas perdre cet enfant encore. Mon mari aussi avait peur quand on m'a évacuée dans l'ambulance, à chaque fois il appelait pour savoir comment j'allais » dit-elle. Au CHU, les sages-femmes rassurent Rosine

que l'accouchement va bien se passer et l'encouragent à rester positive. Finalement, elle accouche normalement par voie basse et elle et l'enfant sont pris en charge avant d'être libérés quelques jours plus tard.

L'une des raisons qui ont permis à Rosine de garder espoir est sa confiance au travail des sages-femmes qui lui ont prodigué de précieux conseils au cours de ses consultations prénatales. « Je suis habitué aux sages-femmes de la maternité de Nimbo car quand j'ai pris ma grossesse elles m'ont bien accueillie et elles sont sympathiques, elles donnent aussi des conseils sur l'hygiène et sur les travaux admis pendant la grossesse. » Les sages-femmes du Centre de Santé Urbain de Nimbo ont un crédo : « bébé et maman, on vous donne le sourire ». Pour y arriver, elles misent sur la qualité de l'accueil et les conseils afin de satisfaire les parturientes.

Amorofi Armelle Laetitia, épouse Sénin a 33 ans et est sage-femme au Centre de Santé Urbain de Nimbo en 2018. Elle est très investie dans l'amélioration de la qualité des soins aux patientes et satisfaite du niveau de fréquentation du centre. « La gestion du temps d'attente est très importante dans l'accueil des patientes. » dit-elle, avant de poursuivre : « Lorsqu'on vient le matin,

on discute avec les patientes. On fait des séances de sensibilisation, de communication pour le changement de comportement. Et c'est le lieu pour ces femmes de poser des questions sur des préjugés, des informations qu'elles auraient dû entendre dehors. Et on leur donne des informations fiables, la vraie information. ».



La sage-femme Amorofi donnant des conseils à une femme qui vient d'accoucher au centre de santé sur comment allaiter son nouveau-né

Les sages-femmes du CSU de Nimbo ont bénéficié d'appui en matière de renforcement des capacités techniques et matérielles comme la cardiotocographe pour quantifier les bruits du cœur fœtal au cours de l'accouchement où pendant le travail. Cet appui s'inscrit dans le cadre du projet « 2 heures pour la vie » financé par la firme pharmaceutique Takeda et mis en œuvre conjointement par le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique, de la Couverture Maladie Universelle et l'UNFPA. En plus des rudiments sur la communication et l'accueil, la formation sur la ventouse a permis de montrer la technique de la poser et ses contre-indications ; la formation sur le ballonnet intra-utérin a été orientée sur les voies à suivre pour réduire l'hémorragie. Cette formation a contribué à améliorer la qualité de l'offre de service au sein du Centre de Santé : « Nous avons reçu une

femme enceinte qui était à son premier accouchement et qui ne savait pas vraiment pousser. On a dû poser la ventouse pour réaliser l'accouchement. Si nous n'avions pas eu le bon réflexe pour poser la ventouse très tôt, cette dame allait perdre son enfant et la vie peut-être »

Les sages-femmes de Nimbo sont outillées pour mieux prendre en charge leurs patientes et leur donner le sourire. Quant à Rosine, elle garde un bon souvenir de son expérience au Centre de Santé et fait la promotion des consultations prénatales et des accouchements assistés : « La première des choses à faire pour une femme enceinte est de se rendre à l'hôpital. Les sages-femmes de Nimbo ont pris soin de moi et m'ont conseillé pendant ma grossesse et aujourd'hui je me porte bien. »

MOUSSA LE GROS, UN HÉROS À MOTO

De jour comme de nuit, l'écho de la moto de Kindo Moussa, 44 ans, résonne à travers les campements de Soukoura, Ladjikoro, Kodogou, Sankarakoro ... Originaire du Burkina Faso, celui que l'on surnomme Moussa le gros a grandi en Côte d'Ivoire, dans la région du Cavally. Il y a trouvé l'amour et formé une charmante famille de cinq enfants. Pour Moussa, chaque enfant est une précieuse richesse et surtout une joie, et il s'est engagé à partager cette joie avec chaque famille de sa communauté. En tant qu'agent de santé communautaire dévoué, il transporte les femmes enceintes jusqu'à la maternité sur sa petite moto, assurant ainsi qu'elles reçoivent les soins nécessaires.

La santé maternelle et infantile représente un défi majeur en Côte d'Ivoire. Les engagements du gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, ont permis de réduire les décès maternels de 614 pour 100 000 naissances vivantes en 2012 à 385 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2021.

Toutefois, ces efforts doivent être soutenus, notamment au sein de la communauté pour qu'aucune femme ne perde la vie en donnant la vie. Moussa sensibilise sa communauté en Mooré et en Malinké. Durant les sensibilisations, il encourage les hommes à soutenir leurs épouses dès le début de la grossesse, à suivre toutes les consultations prénatales, à accoucher à l'hôpital, et surtout, à adopter une planification familiale responsable après la naissance.

«Des filles de 11 à 13 ans deviennent mères. Des femmes n'espacent leurs grossesses

que de 8 mois. Même si je ne faisais pas partie de l'école des maris, en tant qu'adulte responsable, je trouve cela inacceptable. C'est pourquoi je m'efforce de corriger cette situation», explique Moussa avec détermination. Moussa agit bénévolement. Il a commencé sa mission de sensibilisation à vélo, et aujourd'hui, il le fait avec cette moto offerte par l'école des maris grâce à l'appui de l'UNFPA.

Des femmes comme Jeanne d'Arc témoignent de l'impact de son travail. Mère de 7 enfants, elle a choisi la planification familiale sur les conseils de Moussa et ses pairs. Elle a opté pour l'injectable qui a préservé sa santé pendant ces 4 dernières années. « J'ai entendu parler de planification familiale par les hommes de l'école des maris. Ils m'ont encouragée à faire des espacements de naissance pour que mes enfants et moi soyons en bonne santé ».

Moussa, avec fierté, ne peut énumérer le nombre de familles sensibilisées ou le nombre de femmes dont il a facilité le trajet vers les centres de santé. Il ne recherche aucune reconnaissance, car le cri du nouveau-né à la naissance est amplement suffisant pour récompenser son cœur altruiste.

En Côte d'Ivoire, l'UNFPA soutient environ 1522 agents de santé communautaire pour renforcer l'accès au centre de santé et promouvoir la santé sexuelle et reproductive dans leurs communautés. Moussa, par son dévouement, incarne cet engagement.

L'Agent de Santé Communautaire Kindo Moussa sur sa moto

“ ”

Des filles de 11 à 13 ans deviennent mères. Des femmes n'espacent leurs grossesses que de 8 mois. Même si je ne faisais pas partie de l'école des maris, en tant qu'adulte responsable, je trouve cela inacceptable. C'est pourquoi je m'efforce de corriger cette situation.

LE SECRET D'UNE FAMILLE ÉPANOUIE



À Guiglo, à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, l'Imam Bamba et son épouse Diomandé Maiga vivent en harmonie avec leurs six enfants.

En Afrique, la richesse des familles est souvent mesurée par le nombre d'enfants.

Pour l'Imam Bamba, il est tout de même important de planifier les naissances afin de garantir le bien-être de la famille.

« Quand les naissances sont rapprochées, les dépenses sont accrues. Le peu que tu gagnes finit dans les pharmacies », souligne-t-il.

Après la naissance de leur sixième enfant, l'Imam a convaincu son épouse d'adopter une méthode contraceptive. Une décision qui, selon elle, a apporté plus de bienfaits que d'effets secondaires. « Quand tu vends au marché, tu es enceinte et tu as un autre enfant au dos, ce n'est pas facile de bien

travailler. Aujourd'hui grâce à l'implant, j'arrive à mener mes activités. », a partagé la mère de 36 ans.

Au-delà de leur foyer, l'Imam Bamba fait de la planification familiale son sacerdoce. Lors de ses sermons, avec l'appui de l'Association des Religieux pour la promotion de la Santé intégrale de la Promotion de la Personne Humaine et de l'UNFPA, il exhorte les familles à adopter des méthodes contraceptives, citant les recommandations des sourates 46 verset 15 et 2 verset 233.

Le rôle des guides religieux et maris modèles tels que l'Imam Bamba dans la sensibilisation pour l'utilisation des méthodes de planification familiale est essentiel au mandat de l'UNFPA. Leur contribution significative permet à de nombreuses familles de trouver l'épanouissement.



Imam Bamba, son épouse et leur fille



“ ”

Quand tu vends au marché, tu es enceinte et tu as un autre enfant au dos, ce n'est pas facile de bien travailler. Aujourd'hui grâce à l'implant, j'arrive à mener mes activités.

“ ”

Quand les naissances sont rapprochées, les dépenses sont accrues. Le peu que tu gagnes finit dans les pharmacies.

PHOTO

Imam Bamba, son épouse et leur fille



Photo de Aya Juliette survivante de la fistule



Photo de Aya Juliette, ses filles et ses petits enfants

« JE NE VIVAIS PLUS » HISTOIRE INSPIRANTE D'UNE FEMME GUÉRIE DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE



Entourée de ces deux filles, toutes trentenaires (36 et 34 ans) et de ses petits-enfants, Konan Aya Juliette est souriante et épanouie. À 59 ans, elle a passé la moitié de sa vie recluse, souffrant d'une fistule contractée lors de sa cinquième grossesse en 1992.

Un accouchement long et très difficile selon ses termes, dans un village pas loin du campement dans lequel elle vivait à Divo, à quelque 280 km de Bouaké. Une fois rentrée chez elle, après l'accouchement, elle a constaté l'écoulement des urines. Elle a eu la fistule dans un campement près de Divo. Elle est par la suite partie de là-bas

pour s'installer dans un village à Koissi Koissi. « *Puisque l'accouchement avait été très difficile et que je n'avais pas d'argent, je ne suis pas retournée à l'hôpital pour le signaler.* », affirme-t-elle.

Par pudeur, Konan Aya Juliette n'a pas voulu, devant ses filles, ses petits-enfants et des visiteurs, s'étendre sur les 30 années durant lesquelles elle a vécu avec la fistule. « *C'ÉTAIT TRÈS DIFFICILE.* » Après des tentatives infructueuses de soins auprès des tradipraticiens, Konan Aya Juliette baisse les bras pour vivre seule avec la fistule « *JE NE VIVAIS PLUS* ».

L'errance d'Aya Konan Juliette pour se débarrasser de la fistule a pris fin lorsqu'elle a fait part de sa maladie à une parente qui travaille dans une structure de santé. De fil en aiguille, Aya Konan Juliette a pu obtenir un rendez-vous à Bouaké. La réparation a réussi et Konan Aya Juliette a pu rentrer chez elle après sa convalescence pour fêter, en famille, son retour à la vie.

Les 30 ans de sa vie qu'elle a passés avec la fistule sont derrière elle. Sa fille se rappelle: « *Ma mère était contente et nous aussi, nous étions aussi très contents parce qu'elle*

en avait fini avec la maladie. Nous avons organisé un festin pour célébrer sa guérison. »

Depuis, ce jour, la vie de Konan Aya Juliette a changé. « *Elle est devenue souriante, épanouie. Elle a commencé une nouvelle vie et s'est même remariée, avec un monsieur qui la voulait avant même qu'elle ne guérisse. Aujourd'hui, elle préfère se concentrer sur sa nouvelle vie, avec ses enfants, petits-enfants, son mari et son commerce de bois mort et de charbon.* »

« JE NE POUVAIS PAS ABANDONNER AMINATA, UNE PARTIE DE MOI, À CAUSE DE LA FISTULE » RÉCIT INSPIRANT D'UN MARI ENGAGÉ POUR LA GUÉRISON DE SA FEMME



“ ”

Je suis resté avec elle parce que je l'aime. Elle est une partie de moi et je ne peux pas abandonner une partie de moi. Je la consolais quand elle pleurait.

Photo du couple Diakitè

Aminata Cissé et Oumar Diakitè forment un couple soudé que la fistule n'a pas pu casser. Le cas de Aminata est particulier, puisque son mari est resté à ses côtés, l'a soutenu, aidé pendant et après son opération pour qu'elle recouvre la santé, la dignité.

Mariés en 2019, à l'âge de 31 ans, Aminata vit heureuse avec son mari. Durant sa grossesse, Aminata a effectué toutes ses consultations prénatales à Bouaké où le couple réside. En fin de grossesse, une tension artérielle est détectée et prise en charge.

L'accouchement se passe bien. Trois à quatre heures après la délivrance, la sonde qui était placée pour maintenir Aminata allongée du fait de sa tension artérielle est retirée et Aminata constate avec effroi que ses urines coulent de façon continue. « J'étais anéantie. J'étais frustrée et me demandais pourquoi cela m'est arrivé. » déclare Aminata.

Le premier choc passé, Amy essaie de s'adapter et d'organiser sa vie. « Je devais faire face aux désagréments de la fistule, je ne pouvais plus prier et j'avais honte. Je fais partie d'une grande famille avec quelque 23 frères et sœurs et je ne pouvais plus les fréquenter. Je sortais très peu et quand je devais le faire, je me protégeais bien avec les couches. Je restais à la maison et je passais mon temps à pleurer. Heureusement que mon mari était à mes côtés pour me reconforter, me soutenir. »

À l'évidence, Oumar Diakitè est un mari particulier, tellement son comportement tranche d'avec ceux de certains maris qui, dès que leur femme souffre de la fistule préfèrent les abandonner ou les chasser du domicile conjugal.

« J'ai pensé que ma femme allait vivre, avec la fistule, le reste de sa vie. Je ne savais pas ce qu'est la fistule et je n'en avais jamais

entendu parler. Quand, à l'hôpital, on nous a expliqué ce qu'était la fistule, cela n'a rien changé à nos relations. Même s'il n'y a pas de perspective de guérison, cela n'aurait rien changé. Je suis resté avec elle parce que je l'aime. Elle est une partie de moi et je ne peux pas abandonner une partie de moi. Je la consolais quand elle pleurait. A l'hôpital, j'étais le seul mari qui a accompagné son épouse. Je n'ai pas voulu informer ma famille de la maladie de Aminata pour la préserver. »

Oumar Diakitè s'est impliqué dans la recherche d'une guérison qui fort heureusement interviendra grâce à une opération pratiquée par une caravane opératoire qui a séjourné dans la ville de Bouaké, deux mois après le diagnostic de la fistule de Aminata. C'est seulement une semaine avant l'opération que Aminata s'est décidée à informer sa mère. Opérée en 2022, Aminata a pu être réparée et retrouver la

joie de vivre, de sortir, de se mêler aux gens. Pour Aminata, la fistule l'a rapprochée de son mari et lui a permis de mesurer à quel point ce dernier l'aimait. Mari modèle, Oumar Diakitè a aussi décidé de doubler le capital de 100 000 FCFA remis à Aminata pour son commerce de pagnes pour lui permettre de se diversifier et de disposer d'un local pour la vente de divers produits. Mieux, il a encouragé son épouse à intégrer un groupe de femmes guéries de la fistule qui se retrouve une fois par mois et collecte une cotisation de 1 000F pour venir en aide aux femmes démunies souffrant de la fistule. Le groupe intervient dans la sensibilisation de masse pour la prévention de la fistule.

LA KOICA, UN PARTENAIRE DE PREMIER PLAN DANS LA LUTTE POUR L'ÉLIMINATION DE LA FISTULE OBSTÉTRICALE EN CÔTE D'IVOIRE



L'Agence Coréenne de Coopération Internationale est un partenaire de premier plan du gouvernement et des populations ivoiriennes dans la lutte contre la fistule obstétricale. En mars 2023, la direction de la KOICA a effectué une visite de terrain à Man, Séguéla et Bouaké. Cette visite a permis à la KOICA d'échanger avec les autorités administratives, sanitaires et les bénéficiaires du projet. Nous vous invitons à en savoir plus sur cette mission en suivant le reportage de cette mission :



Photo de l'équipe de mission de la KOICA, du ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle et de l'UNFPA avec les autorités préfectorales du Tonkpi



Une journaliste radio interrogeant une ex porteuse de fistule obstétricale de la ville de Man

MÉDIAS ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LA FISTULE OBSTÉTRICALE

Depuis sa création en 2017, La Mutuelle de Solidarité des Agents des Médias (MS-Médias) offre une couverture santé et une assistance sociale aux travailleurs des médias ainsi qu'à leur famille. Hormis sa mission principale, la MS-MÉDIAS s'est également engagée à promouvoir la solidarité à l'échelle nationale à travers des actions caritatives, notamment à l'endroit des survivantes de Fistule Obstétricale.

Consciente de cette réalité tragique pour de nombreuses femmes en Côte d'Ivoire et désireuse de faire un pas concret vers l'éradication de cette maladie, la MS-MÉDIAS a organisé en un Gala de la Solidarité novembre 2023 Présidé par Monsieur Amadou Coulibaly, Ministre de la Communication et des Médias. MS-Médias a profité de cette occasion pour primer l'UNFPA pour son engagement aux côtés du ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle et de la KOICA dans la lutte pour l'élimination de la fistule obstétricale en Côte d'Ivoire.

Grâce à la collecte de fonds récoltés auprès des individus et des entreprises au cours du diner gala, MS-Médias a pu offrir des kits

opératoires et des kits de subsistance aux femmes porteuses de fistule.

Par ailleurs, le Réseau des Femmes Journalistes et Professionnels de la Communication s'est engagé dans la sensibilisation pour l'élimination de la fistule obstétricale à travers l'organisation d'émissions et de reportage radio, télévisé et de presse à l'occasion de la Journée Internationale pour l'Élimination de la Fistule Obstétricale.

A cet effet, une visite de terrain a été organisée du 21 au 24 septembre 2023 à Man et Bouna en marge d'une campagne opératoire de fistule obstétricale. Elle a permis à ces professionnelles de médias, conduite par la journaliste Agnès Kraïdy de rencontrer les femmes guéries de la fistule obstétricale, les autorités administratives, sanitaires et les leaders religieux qui sont les partenaires dans cette lutte afin de documenter les réalités le quotidien de ces femmes et des acteurs qui l'accompagnent dans son processus de guérison et de réinsertion.



LES ADOLESCENTS ET
LES JEUNES AU CŒUR
DE LA CIBLE

CHIFFRES CLÉS

Afin de renforcer le cadre institutionnel et de suivi, des actions en faveur des adolescents et jeunes ont été menées et les résultats suivants ont été atteints :

ACCÈS SERVICES DSSR



1. Plaidoyer et innovation pour l'accès des adolescents et jeunes aux DSSR :

En collaboration avec la communauté des jeunes engagés de plusieurs pays d'Afrique et le Bureau Régional UNFPA de l'Afrique Centrale et de l'Ouest (WCARO), une activité de dialogue intergénérationnel a permis d'obtenir l'engagement de haut niveau des ministres de l'éducation et de la santé de **25 pays d'Afrique de l'Ouest** et du Centre en faveur de l'éducation, de la santé et du bien-être des adolescents et des jeunes.



2. Fourniture de services SR-PF/VIH intégrés et adaptés aux adolescents et jeunes : Les services SSR de routine assurés par le PNSSU-SAJ à travers un réseau de **98 SSSU** et **135 infirmeries de lycées et collèges** ont permis de toucher **44 954 adolescents et jeunes**. Les stratégies avancées ou consultations foraines SSR pour les jeunes : Plus de **32 consultations foraines** ont permis d'offrir les services intégrés de SR-PF/VIH à **25 433 d'adolescents et jeunes** (10 à 24 ans) dont **57% de filles**.



3. Les camps de vacances organisés par le PNSSU sur dix sites ont permis de sensibiliser **2 509 adolescents et jeunes** de 10 à 24 ans dont **1 661 filles** et **848 garçons**. **739 filles** ont bénéficié de services SR/PF. La caravane « Jeunesse saine » a permis de toucher **35 748 adolescents et jeunes** qui ont reçu les services de contraception, de diagnostic et prise en charge IST/VIH/Sida à travers les stratégies avancées et caravanes de jeunesses saines.



4. Renforcement des compétences et leadership en matière de droits SSR aux jeunes : **274 158 adolescent(e)s et jeunes** ont vu leurs capacités renforcées afin d'adopter des comportements sains et une sexualité responsable sans risque lors des campagnes média, des journées commémoratives et promotionnelles.

SYSTÈME ÉDUCATIF



5. 2,1 millions d'élèves touchés par les cours d'éducation complète à la sexualité (ECS) par an avec une couverture nationale de **65%** ;

SYSTÈME ÉDUCATIF



6. Renforcement des mécanismes de scolarisation et maintien des filles à l'école: **4 365 Jeunes Filles Mères** (JFM) prises en charge dont : **2 048 Jeunes Filles Mères** (JFM) ont bénéficié d'une prise en charge complète (**47%** : sanitaire scolaire et social); **1 463** seulement au niveau social (**34%**) dont **249** ont bénéficié d'une réinsertion dans une structure de formation ; **854** au niveau sanitaire uniquement (**20%**) ; **1 097** pour la réintégration scolaire dont **848** au niveau de l'Education Nationale (**77,3%**) et **249** dans les structures de formation professionnelle (**22,7%**).



7. Plus de 6 403 adolescent(e)s et jeunes bénéficiaires de l'information en SSR à travers la digitalisation (E-santé). En outre, la plateforme innovante « e-association » a été développée pour l'identification, la géolocalisation et le renforcement des capacités des organisations de jeunesse. L'extension de la plateforme est www.e-associations.ci et elle sera officiellement lancée en 2024.



8. Au niveau scolaire, dans la perspective de créer un environnement sûr et sécurisé pour le maintien des filles à l'école, le déploiement de l'approche innovante « Gender Equality Movement in School » (GEMS) s'est poursuivi en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale. Des clubs-GEMS ont été mis en place et des curricula ont été élaborés intégrant des contenus relatifs au genre et aux droits à la santé sexuelle et de la reproduction pour renforcer les compétences de vie des élèves sur cette initiative et améliorer le leadership, la protection et le maintien des filles à l'école.

ENGAGEMENT, LEADERSHIP ET EMPLOYABILITÉ DES JEUNES



9. UNFPA a entamé une collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA) à l'effet d'explorer les domaines pouvant faire l'objet de partenariats. Le renforcement de deux programmes du METFPA est concerné : « l'Académie des Talents » et « l'École de la deuxième chance » ; ainsi que les passerelles éducatives y compris les innovations et les IFEF et d'autres initiatives du Ministère ayant trait au développement du capital humain, à la protection des jeunes et la réduction des vulnérabilités, à la promotion de la santé des élèves/étudiants et des apprenants.



10. Au niveau national, 49 leaders issus de la société civile de jeunesse, des organisations féminines et guides religieux ont participé à une consultation pour préparer la contribution de la Côte d'Ivoire à la conférence de Brazzaville. Avec l'appui du partenaire ARSIP, **122 sessions de dialogue** intergénérationnel et de communication parents-enfants sur les thématiques de l'ECS ont été organisées pour le développement des compétences de **3 920 enfants** dont **2 887 filles** et **3 670 parents** dont **3 205 femmes**.



Nadège et son fils devant la cour familiale à Guiglo

« PREMIER GAOU N'EST PAS GAOU »



En Côte d'Ivoire, un adage tiré d'une chanson populaire affirme que «*premier gaou n'est pas gaou*», pour dire la nécessité de tirer des leçons du passé et d'éviter de reproduire les mêmes erreurs. C'est dans cet esprit que s'inscrit Nadège N'drin, 24 ans, élève en Terminale à Guiglo.

Résidant dans le quartier Nicla, Nadège défie les stigmates sociaux en persévérant malgré les défis. Quatre ans plus tôt, en classe de troisième, elle a contracté une grossesse en milieu scolaire. Cachant son secret pendant six mois, elle a finalement fait face aux regards désapprobateurs de sa mère et de ses amies. Malgré tout, elle a persévéré et décroché son BEPC.

Après la naissance de Moussa, Nadège s'est inscrite en classe de seconde, mais elle a eu

énormément de mal à concilier sa vie de mère adolescente et celle d'étudiante. Elle a repris la classe à contrecœur. Pour atteindre son rêve de devenir vétérinaire, elle s'est résolue à adopter une méthode de planification familiale sur les conseils de sa mère.

«*Ma maman m'a encouragé à me rendre au médico-scolaire (SSU-SAJ) pour adopter l'injectable afin de pouvoir terminer mes études sans contracter d'autres grossesses. Tous les trois mois, je pars à mon rendez-vous*», partage-t-elle. Son rêve de devenir vétérinaire alimente son engagement envers l'éducation et la planification familiale. Grâce au SSU-SAJ, elle a accès gratuitement à des méthodes contraceptives de son choix, un soutien vital dans sa quête pour réaliser son plein potentiel.

La mère de Nadège, Kpan Nicole, femme de salle dans un centre de santé, exprime avec fierté l'évolution de sa fille : «*Quand j'ai découvert la grossesse, j'ai eu très mal car elle est ma fille aînée et mon espoir. Aujourd'hui je suis fière d'elle car elle a poursuivi ses études et a convaincu plusieurs de ses amies de classe d'adopter des méthodes contraceptives. Grâce à elle, un jour, je serai respectée* ».

Nadège n'est pas seulement une étudiante résiliente, elle est aussi une ambassadrice de la planification familiale. Son influence positive se propage parmi ses camarades, contribuant à l'objectif de l'UNFPA d'autonomiser chaque élève fille, future leader.



Nadège, sa mère et son fils



Visiteurs du stand de l'UNFPA à l'occasion du lancement de la Caravane Jeunesse Saine

PROTECTION DU POTENTIEL DES JEUNES : LE MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE, L'UNFPA ET L'UNICEF SENSIBILISENT LES JEUNES À TRAVERS LA CARAVANE «JEUNESSE SAINE»

L'édition 2023 de la caravane «Jeunesse Saine» a été lancée le mercredi 16 août 2023 à Abidjan par le ministère ivoirien de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, à travers la direction de la protection de la jeunesse (DPJ), en partenariat avec l'UNFPA et l'UNICEF. Le thème de cette édition : « **Cordon de sécurité autour des adolescents et des jeunes** » vise à sensibiliser les

adolescents et les jeunes sur les défis majeurs auxquels ils sont confrontés et à leur offrir des services essentiels. En outre, la caravane permettra, à travers des sensibilisations, à la réduction de la propagation des maladies sexuellement transmissibles, des grossesses précoces, des conduites addictives et des comportements déviants chez les adolescents et jeunes de 10 à 24 ans.

Monsieur Okobé Arsène, Directeur de la protection de la jeunesse a déclaré : « Cette campagne s'inscrit dans le cadre de l'Année de la jeunesse et vise à lutter contre les différents fléaux que nous connaissons en milieu jeune. Il s'agit d'une

caravane de sensibilisation et d'offres de service en matière de santé sexuelle et de la reproduction, de planification familiale, de lutte contre le VIH-Sida, de lutte contre les grossesses précoces et les grossesses en cours de scolarité ».



Photo des intervenants au panel à l'occasion du lancement de la caravane Jeunesse Saine

Partenaire de l'évènement, l'UNFPA accompagne les initiatives en matière de protection du potentiel des adolescents et des jeunes en matière de santé de la reproduction, de planification familiale, d'IST-VIH et de prévention des grossesses précoces, de leadership et de la participation

des jeunes à la gouvernance.

En 2023, la caravane «Jeunesse saine» a permis de d'offrir des services de contraception, de diagnostic et prise en charge IST/VIH/Sida à 35 748 adolescents et jeunes.

L'ÉDUCATION COMPLÈTE À LA SEXUALITÉ

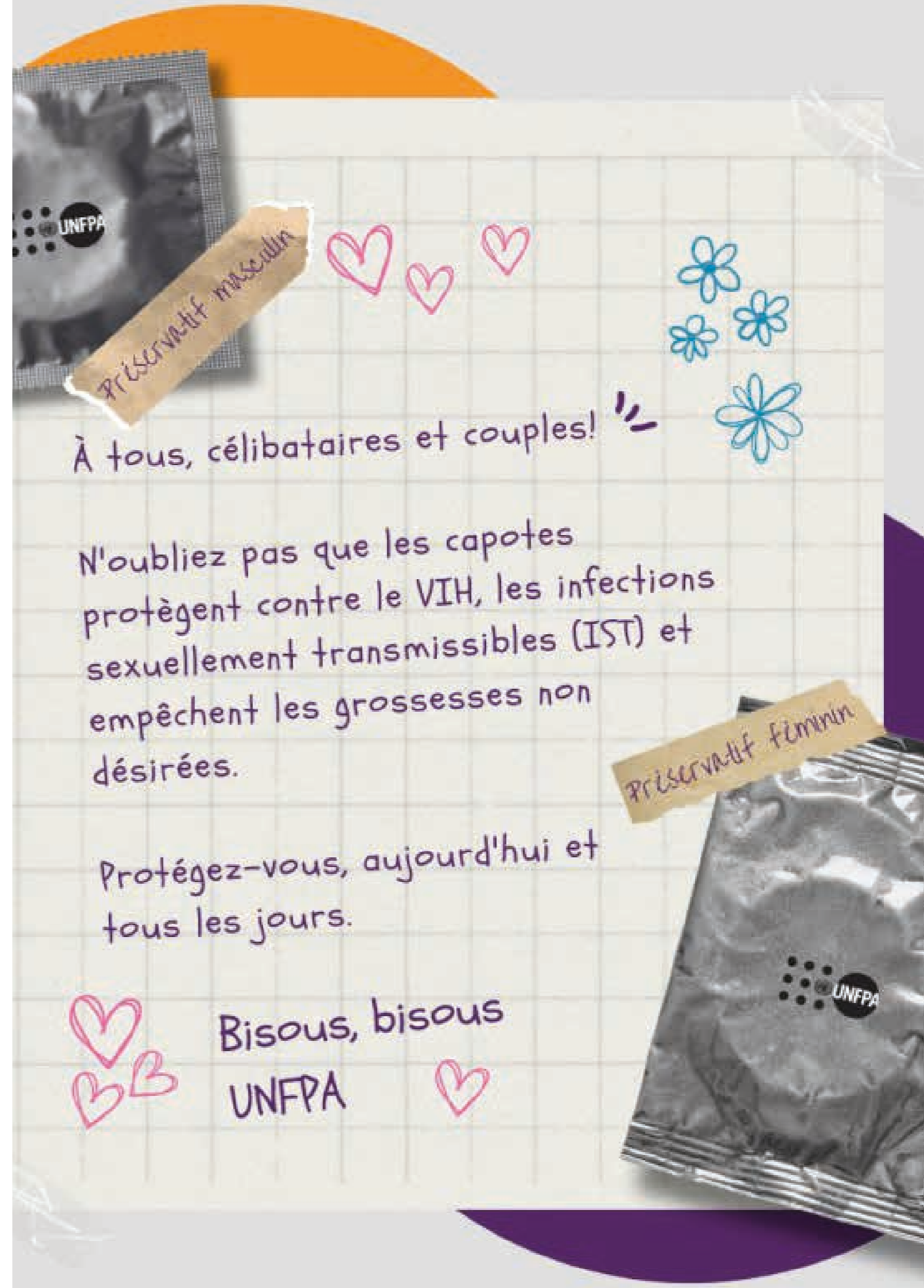
UN OUTIL D'ÉDUCATION À LA VIE SAINE ET DE PROTECTION DU POTENTIEL DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES



Un enseignant et une élève dans le cadre d'un cours sur l'Éducation Complète à la Sexualité

La Côte d'Ivoire a identifié l'approche combinée de l'Éducation Complète à la sexualité scolaire et digitalisation pour un accès accru des adolescents et des jeunes aux droits et services de la santé de la reproduction. Ce programme a permis de soutenir la campagne de lutte contre les grossesses en milieu scolaire et de renforcer la scolarisation des filles.

L'exécution du programme est estimée à 65% au niveau national avec une moyenne annuelle de plus 2 millions d'élèves touchés par les cours en 2023. La digitalisation de l'ECS a contribué à accélérer l'accès au contenu pédagogique à travers l'intégration de l'ECS à la solution «mon école à la maison» et à la plateforme E-Santé Jeune.





GENRE, CULTURE ET DROITS HUMAINS : LE CARTON ROUGE BRANDI CONTRE LES VBG

CHIFFRES CLÉS

Les actions de renforcement de capacité techniques et matérielles réalisées à l'endroit et avec les organisations de femmes et de jeunes, les acteurs nationaux et les structures nationales ont permis d'obtenir les résultats suivants :



1. Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Réseau de la Renaissance Africaine et de la Diaspora (ARDN), a procédé au lancement officiel de la « Campagne Carton Rouge » à caractère régional pour l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violences basées sur le genre en particulier celles à l'égard des femmes et des filles. La Campagne Carton Rouge vise, entre autres, à recueillir au moins deux millions de signatures à travers une pétition en ligne et l'installation de dispositifs de signatures physiques dans les lieux de regroupement ou les villages de la Coupe d'Afrique des Nations.



2. Un dossier d'investissement sur le coût de l'élimination des VBG en particulier les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants a été remis à madame la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant en mars 2024. Ce dossier d'investissement élaboré par les experts nationaux de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée (ENSEA) avec l'appui technique et financier de l'UNFPA a permis d'évaluer le montant global des investissements nécessaires à la réduction des MGF et des mariages d'enfants d'ici 2030 estimé à **115 milliards de FCFA**.



3. **135 communautés** issues des localités de Danané, Boniérédougou, Diawala, Alépé, Agboville, Adzopé, Ouangolo, Bouaflé, Tiéдио, Attécoubé et Adjamé ont pris l'engagement de mettre fin aux MGF, aux mariages d'enfants, aux violences sexuelles, aux règlements à l'amiable des cas de viol et à l'impunité. Cet engagement s'est matérialisé par la signature d'une déclaration publique des leaders de la localité, composés de chefs traditionnels, de guides religieux et de responsables d'organisations.



4. **2 994 leaders et guides religieux** dont **867 guides chrétiens** et **1 043 guides musulmans** issus de **14 localités** des régions de Indénié Djuablin, Sud Comoé, Moronou, Iffou, Bounkani, Cavally, Worodougou, Bélier et Lagunes se sont engagés à s'impliquer davantage dans les actions de lutte contre les VBG et à faire la promotion de la santé sexuelle et reproductive en intensifiant la sensibilisation dans leurs communautés notamment au cours des cultes.



5. **504 655 personnes** dont au moins **181 343 femmes** qui ont été sensibilisées sur les notions générales de VBG, les conséquences, la prévention et la réponse aux VBG y compris les MGF lors des journées commémoratives (Journée Internationale de Lutte contre les Mutilations Génitales Féminines, Journée Internationale des Droits de la femme, 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux enfants), des émissions radio, des consultations foraines et des séances de sensibilisation de masse et/ou de proximité des partenaires.



6. **255 organisations de femmes** des régions du Poro, Sud Comoé, Moronou, Bélier, Iffou, Indénié Djuablin, Gontougo, Cavally, Tonkpi et Lagunes ont renforcé leurs capacités en Droits Humains, DSSR, prévention des VBG y compris les mariages forcés, les MGF, l'identification et le référencement des cas de fistules obstétricales, en soutien aux victimes de Fistules Obstétricales avec au moins 3 femmes par organisation. Ces organisations serviront de relais dans les communautés pour la sensibilisation des populations et aideront à la recherche et l'identification des femmes porteuses de fistule puis leur référencement pour la prise en charge.



7. **24 prestataires de santé (12 hommes et 12 femmes), 9 Médecins (hommes), 3 infirmiers et 12 sage-femmes** ont été formés sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre dans **19 districts** dans l'optique de renforcer la qualité de la prise en charge médicale des VBG et améliorer la collecte des données sur les VBG.



8. **4 nouvelles plateformes** de lutte contre les VBG ont été installées dans les localités de Boniéré, Tiéдио, Yakassé-Attobrou et Alépé et 4 autres non fonctionnelles ont été renforcées à Agboville, Adjamé, Attécoubé et Adzopé. Dans ce cadre, **201 acteurs**, dont **29 femmes**, constitués de prestataires de services de santé, psychosociaux, juridiques et judiciaires, d'autorités administratives, de la société civile et de communautaires ont eu leurs capacités renforcées sur la prévention, la prise en charge et la collecte des données sur les VBG.



9. **11 054 survivants de VBG** dont notamment **902 cas de viols, 15 cas de MGF et 192 cas de mariages forcés** qui ont été rapportées par les plateformes de lutte contre les VBG et ainsi que **14 cas d'excision et 47 alertes de mariages forcés** ont été gérées avec succès.



10. La proportion de mineurs touchés par ce phénomène reste toujours importante (**33,38%**). En outre 1097 cas de VBG ont été pris en charge grâce à la ligne verte installée au sein du PNLVBG avec l'appui de l'UNFPA ; et **3 942 survivant(e)s de VBG** ont été reçu(e)s lors des consultations juridiques.



Intervention de Mme. Anne Ouloto, Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, représentant le Premier ministre au lancement de la Campagne Carton Rouge

LES AUTORITÉS DE CÔTE D'IVOIRE ADOPTENT LA DÉCLARATION SAVE « SANCTIONNER LES ACTES DE VBG ET PRATIQUES ÉQUIVALENTES » EN MARGE DU LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CARTON ROUGE CONTRE LES VBG

Sous le patronage du Premier Ministre de Côte d'Ivoire, la campagne Carton Rouge contre les violences basées sur le genre (VBG) a été lancée avec le soutien de l'UNFPA et avec comme point culminant l'adoption de la Déclaration SAVE pour sanctionner les actes de VBG et de pratiques équivalentes. Cette campagne qui a mobilisé des représentants de plusieurs pays dont la Guinée, la Sierra Leone, la Gambie, le Sénégal, le Congo et le Cameroun vise à construire des partenariats et créer des synergies pour un monde où aucune violence basée sur le genre ou pratique néfaste n'est tolérée.

Selon les estimations de l'OMS, 35% des

femmes dans le monde, soit plus d'une femme sur trois, ont été exposées à des violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire ou de quelqu'un d'autre au cours de leur vie. En Côte d'Ivoire, le système national de collecte de données sur les VBG évalué en 2022 à 7 919 le nombre de cas de VBG qui ont été rapportés et dont près de 79% ont été perpétrés sur des enfants de moins de dix-huit ans. En outre, 5 360 cas de VBG ont été répertoriés et pris en charge de janvier à septembre 2023.

La Campagne Carton Rouge contre les VBG s'inscrit dans la dynamique d'éveil des consciences et d'engagement pour la

mise en œuvre d'une stratégie régionale de tolérance zéro aux VBG d'ici 2030. C'est dans cette perspective que Madame Anne Ouloto, ministre d'Etat, ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, représentant le Premier Ministre de Côte d'Ivoire a déclaré : « Je suis confiant que les travaux de l'initiative Carton Rouge et la déclaration finale d'engagement qui en résulte, permettront d'accélérer la réflexion au niveau régional, en proposant une feuille de route transnationale, assortie d'actions concrètes dans des délais raisonnables avec un cadre de mise en œuvre adéquat ».

Madame Nasseneba Touré, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, renchérit et indique que la Déclaration SAVE a été adoptée : « afin, que plus jamais,

les filles ne pleurent les larmes du viol, les mères ne supportent les violences psychologiques, les fillettes ne connaissent les douleurs de l'excision, les femmes ne soient privées de ressources et d'opportunités, les épouses ne souffrent le martyr des coups et blessures et que les jeunes filles ne voient leur avenir compromis par des mariages forcés ».

L'UNFPA par la voie de Madame Cécile Compaoré Zoungrana, Représentante de l'UNFPA, a invité les parties prenantes à la Campagne à davantage de contributions, car selon le dossier d'investissement élaboré avec l'appui de l'UNFPA, 15 milliards de Dollars US sont nécessaires pour l'élimination des violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire d'ici à 2030.



La Représentante de l'UNFPA brandit son carton rouge à l'occasion du lancement de la campagne

LE DOSSIER D'INVESTISSEMENT SUR LE COUT DE L'ELIMINATION DE LA VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE EN COTE D'IVOIRE D'ICI A 2030 PRESENTE AU MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT



Remise du dossier d'investissement à la Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant par la Représentante de l'UNFPA

Le dossier d'investissement pour l'élimination de la violence basée sur le genre en particulier, des mutilations génitales féminines (MGF) et des mariages d'enfants en Côte d'Ivoire d'ici à 2030 a été présenté à madame Nasseneba Touré, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant par les experts de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Economie Appliquée avec le soutien de l'UNFPA. Cette étude évalue le montant des investissements nécessaires pour éliminer les mutilations génitales féminines (MGF), inverser les tendances en matière de mariages d'enfants et lutter efficacement

contre les autres formes de VBG, d'ici à l'an 2030.

La Côte d'Ivoire s'est engagée à atteindre la réduction des MGF avec une cible de 16% d'ici 2030 dans le cadre de la Conférence internationale sur la Population et le Développement. Les besoins s'estiment à 2,9 milliards USD pour le mariage des enfants et 12 milliards USD pour les VBG. Sur le plan économique, pour 1\$ investi dans l'élimination des mutilations génitales féminines, 10,1\$ sont récoltés au titre du retour sur investissement.



AUTONOMISATION ET EMPLOYABILITÉ DES FEMMES : L'UNFPA RÉHABILITE L'INSTITUTION DE FORMATION ET D'ÉDUCATION FÉMININE (IFEFF) DE BOUNA

La ville de Bouna, capitale de la région du Bounkani, a connu la remise officielle de l'Institution de formation et d'éducation féminine (IFEFF) réhabilitée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Cette cérémonie présidée par madame Kaba Nialé, ministre du Plan et du Développement a permis de mobiliser les autorités politiques, administratives et locales sur le rôle de l'IFEFF pour l'amélioration de la résilience des femmes et des filles, leur éducation et leur autonomisation économique et sociale.

Les populations du Bounkani (Bouna) et du Gontougo (Bondoukou) sont soumises à des défis importants en matière de développement car la région du Nord-Est fait partie des 6 régions les plus pauvres du pays. La région du Nord-Est a également une forte prévalence des violences basées sur le genre (VBG) notamment les Mutilations Génitales féminines (25%) à Bondoukou et à Bouna (69,92%) ; La prévalence des

mariages d'enfants est estimé à 13,8% (soit 9,5% de femmes de 20 - 49 ans mariées avant l'âge de 15 ans et 18,1% de femmes de 15 - 19 ans actuellement mariées) dans la région du Bounkani (EDS 2021).

La réhabilitation de l'IFEFF de Bouna offre l'opportunité d'une seconde ou même une première chance à des femmes, des filles scolarisées ou déscolarisées en quête d'éducation, de bénéficier de compétences de vie, de programme d'alphabétisation, d'apprentissage d'un métier pratique et d'augmenter ainsi leur employabilité et leur autonomisation. Madame Nialé Kaba, ministre du Plan et du Développement a déclaré : « Nous sommes heureux du nouveau visage apporté à l'issue des travaux de réhabilitation effectués par l'équipe de l'UNFPA », avant d'encourager les auditrices de l'IFEFF à faire : « un très bon usage du matériel et à avoir de bonnes performances pour une insertion professionnelle réussie ».

Pour madame Cécile Compaoré Zougrana, Représentante Résidente de l'UNFPA : « Engagé aux côtés de l'Etat de Côte d'Ivoire, l'UNFPA entend œuvrer pour une société plus résiliente au regard des nombreux défis de la belle région du Bounkani. L'IFEF

réhabilité et équipé aidera nos filles, pour la plupart vulnérables, à renforcer leurs compétences et aptitudes dans un cadre adéquat garantissant leur pleine participation au développement économique et social et à un mieux-être ».



ENGAGEMENT DES JEUNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DU GENRE : L'UNFPA ACCOMPAGNE LE LANCEMENT DU CLUB GENRE DE L'UNIVERSITÉ DE SAN PEDRO



Photo de famille du lancement du Club Genre de l'Université de San Pedro

Le Club Genre de l'Université de San Pedro a procédé, le samedi 04 mars 2023, au lancement officiel de ses activités en présence d'autorités politiques, administratives, universitaires, traditionnelles et religieuses. Cette plateforme qui a été mise en place en octobre 2022, est une association à but non lucratif, apolitique et laïc qui vise à promouvoir l'égalité du genre à travers des activités de plaidoyer et de mobilisation sociale menées par les étudiants avec l'appui des autorités universitaires et de la ville de San Pedro et des partenaires au développement. C'est dans ce cadre que le lancement des activités du Club Genre a reçu un appui du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, à travers la direction des Œuvres universitaires, vie

associative et genre (DOUVAG) et des agences du Système des Nations Unies dont l'UNFPA et ONUFEMMES.

Le Club Genre de l'Université de San Pedro a pour missions de promouvoir le genre au sein de la communauté universitaire et locale, sensibiliser le monde scolaire et universitaire à l'approche du genre, promouvoir l'intégration, l'équité, le mérite et un environnement inclusif d'études, sensibiliser à la communication exempte de messages stéréotypés et de discrimination, anticiper, réduire et atténuer les risques de violences basées sur le genre (VBG) en milieu scolaire et universitaire. Ses valeurs sont l'égalité, le respect mutuel, la mixité, l'inclusion, l'équité et la justice sociale.



**CIPD30 : 10 ENGAGEMENTS
SUR 12 SERONT ATTEINTS PAR
LA CÔTE D'IVOIRE D'ICI 2030**



CHIFFRES CLÉS



1. Le rapport d'examen de la Déclaration d'Addis Abeba a été élaboré dans le cadre de la célébration des 30 ans d'anniversaire de la CIPD. Ce rapport a permis de faire un point exhaustif sur les 12 engagements de Nairobi et de noter que 10 engagements sur les 12 énoncés, sont probables d'être tenus et 2 peu probables à l'horizon 2030.



2. Des plans d'analyse des 15 thèmes du recensement ont été réalisés avec l'appui du Projet Harmonisation et Amélioration des Statistiques en Afrique (PHAS) financé par la Banque mondiale.



3. Le dossier d'investissement sur l'atteinte des trois résultats de l'UNFPA en Côte d'Ivoire a été élaboré. Ce document a été utilisé comme outil de plaidoyer pour le lancement de l'initiative « carton rouge contre les VBG » et la mobilisation des ressources afin d'éliminer les VBG en Côte d'Ivoire.



4. Le Répertoire numérique et physique des localités dont 31 régions et 02 Districts autonomes est entièrement disponible et la base de sondage est totalement apurée. De même, la base de dénombrement pour la dynamique de la population (mortalité, fécondité, migration) pour l'activité économique et l'éducation a été produite.



5. Deux (2) factsheets portant sur les indicateurs sociodémographiques et les principaux défis liés à la jeunesse ont été produits. Les données présentées réaffirment la nécessité d'investir dans l'éducation et la santé des jeunes pour envisager tirer parti du dividende

56^{ÈME} SESSION DE LA COMMISSION POPULATION ET DÉVELOPPEMENT (CPD) À NEW YORK : LA CÔTE D'IVOIRE ORGANISE UNE SESSION DE PARTAGE DE BONNES PRATIQUES SUR LE RÔLE DES OFFICES ET BUREAUX DE POPULATION DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS DE LA CIPD



Photo de famille des officiels du side event sur le rôle des bureaux et offices de population dans l'atteinte des objectifs de la CIPD

Le Ministère du Plan et du Développement de la Côte d'Ivoire, à travers l'Office National de Population a organisé, avec l'appui de l'UNFPA, une session sur le rôle vital des Offices et Bureaux de Population dans la réalisation des engagements pris lors de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) en marge de la 56ème session de la Commission Population et Développement des Nations Unies à New York.

Cette réunion qui a rassemblé des délégués et des experts venant de divers pays, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, la Zambie, le Burkina Faso, la Guinée et l'Indonésie, ainsi que des représentants

de l'UNFPA, de la Commission Économique pour l'Afrique (CEA) et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a offert une plateforme dynamique de partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'interventions pour le renforcement des dynamiques de population, la promotion du dividende démographique.

En novembre 2019, le sommet de Nairobi a remobilisé la communauté internationale, donné un nouveau souffle à l'agenda de la CIPD et soutenu et amplifié les progrès réalisés depuis 1994 en matière d'autonomisation des femmes et les jeunes filles dans leur intérêt et dans celui de leur famille, de leur communauté et de leur nation. Il

a servi de tremplin aux gouvernements et à d'autres organisations pour annoncer des engagements volontaires et mondiaux - y compris des engagements financiers - afin d'accélérer les progrès. Des modèles financiers innovants et des ressources bien

plus importantes - de la part des gouvernements, des institutions financières internationales et même des partenaires du secteur privé - sont nécessaires pour réaliser l'agenda de la CIPD d'ici à 2030.




13 08

POUR TOUTE INFORMATION OU DÉNONCIATION DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE, VEUILLEZ APPELER LA LIGNE VERTE

Appel gratuit



Photo de famille des participants à l'atelier

LE SWEDD CAPITALISE LES BONNES PRATIQUES DE SANTÉ AU DERNIER KILOMÈTRE

Le partage d'expérience dans la capitalisation des bonnes pratiques de distribution des produits pharmaceutiques au dernier kilomètre dans les pays du SWEDD était au centre d'un atelier organisé à Abidjan et facilité par l'UNFPA Centrale, grâce à la collaboration de l'UNFPA et du Centre humanitaire des métiers de la pharmacie (CHMP). Réunis du 24 au 26 octobre 2023, des représentants du projet SWEDD et des ministères de la santé de neuf pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ont profité pour échanger sur l'égalité d'accès pour tous et une distribution adaptée aux contextes variés de chaque pays.

La distribution de produits pharmaceutiques au dernier kilomètre demeure un enjeu de taille, notamment dans les zones rurales et transfrontalières où l'accès aux produits de santé reproductive reste un défi. Le projet SWEDD, financé par la Banque mondiale et qui bénéficie de l'assistance technique de l'UNFPA, adresse cette problématique en mettant l'accent sur la disponibilité des produits et la qualification du personnel sanitaire, avec l'objectif ultime de réduire la

mortalité maternelle et néonatale.

En Côte d'Ivoire les enquêtes démographiques et de santé réalisées indiquent que la prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union s'est accrue, de 12,5 % à 18 % de 2012 à 2021. Dans le même temps, les besoins non satisfaits en planification familiale ont connu une baisse de 27% à 22% et la mortalité maternelle a été diminuée de 37% passant de 614 à 385 décès pour 100 000 naissances vivantes. Malgré ces progrès, les interruptions de stock des produits de santé le jour de l'enquête demeurent un obstacle, mettant en lumière l'importance cruciale de la distribution au dernier kilomètre.

De façon spécifique, les discussions étaient centrées sur les meilleures pratiques de distribution, tout en prenant en compte les défis communs en lien avec l'accès des femmes et des jeunes aux services de santé, les crises politiques et humanitaires, et le changement climatique.

CADRE COMMUN DE COOPÉRATION DURABLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES : L'UNFPA LANCE LE PROCESSUS DE RÉFLEXION ET D'ÉLABORATION DES PROGRAMMES CONJOINTS DES NATIONS UNIES SUR LA PRÉVENTION CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR GENRE ET LES DONNÉES



Les parties prenantes (gouvernement et système des Nations) au lancement de la réflexion et de l'élaboration des programmes conjoints sur la lutte contre les VBG et sur le renforcement du système statistique.

Le processus de réflexion et d'élaboration des deux programmes conjoints des Nations Unies a été lancé le jeudi 5 octobre 2023.

Au total, une liste de 12 programmes conjoints du Système des Nations Unies a été proposée au cours de la retraite annuelle des chefs des agences en février 2023. L'UNFPA a la responsabilité de coordonner le processus de formulation de deux programmes portant sur le renforcement du système statistique national et sur la lutte contre les violences basées sur le genre.

Tout en encourageant les différentes parties prenantes, monsieur Philippe Poinot,

Coordinateur Résident du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, les a invité à poursuivre les efforts en vue de la finalisation des documents de projets dans les meilleurs délais.

En plus des programmes conjoints, la contribution de l'UNFPA a été effective aux instances de coordination du CCDD. Il s'agit notamment de: l'animation des Groupes de Résultats, la participation aux réunions de l'Équipe pays UN, aux travaux du Groupe programme ECOGEP, à la retraite des Chefs d'agence, à la réunion du Comité Directeur du CCDD, à la mise en œuvre du programme de résilience dans le Nord, etc.





UNFPA AU CŒUR
DE L'ACTION HUMANITAIRE



CHIFFRES CLÉS

Dans le cadre de la réponse humanitaire dans la zone nord et nord-est du pays du fait de déplacement continu de personnes réfugiées du Burkina et du Mali vers la Côte d'Ivoire suite aux attaques djihadistes depuis 2020, les résultats suivants ont été atteints :



1. Une mission d'évaluation conjointe multisectorielle a été réalisée pour l'identification des besoins en matière de santé sexuelle et reproductive, de protection, plus spécifiquement de Violences Basées sur le Genre (VBG) des demandeurs d'asile et des personnes les plus vulnérables. Cette évaluation a servi de pilier initial pour la mobilisation des ressources afin de répondre aux besoins des populations affectées.



2. 271.800 USD ont été mobilisés pour la mise en œuvre d'activités vitales d'offre de services de santé sexuelle et reproductive, la sensibilisation, la formation et la prise en charge sur les VBG et la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels, l'approvisionnement et la distribution de kits d'urgence en matière de santé reproductive (SR). **Ces kits, destinés à soutenir 540 000 personnes touchées par la crise humanitaire, amélioreront les services de santé reproductive, y compris la contraception.**



3. Des services de santé sexuelle et reproductive et de prévention, et de prise en charge des cas de VBG à travers les formations sanitaires et les plateformes de prise en charge des cas de VBG appuyées par l'UNFPA ont assuré la prise en charge de **63 668 personnes dont 89% de femmes et de filles** ;



4. Les capacités de l'UNFPA en Côte d'Ivoire, du gouvernement et de la société civile en matière de Dispositif Minimum d'Urgence ont été renforcées à travers l'organisation par le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNFPA de deux formations. L'une sur le renforcement de capacité en matière de connaissance et d'implémentation du DMU pour la Santé Sexuelle et Reproductive en Situation d'Urgence et la seconde sur la Formation des Formateurs sur le DMU.

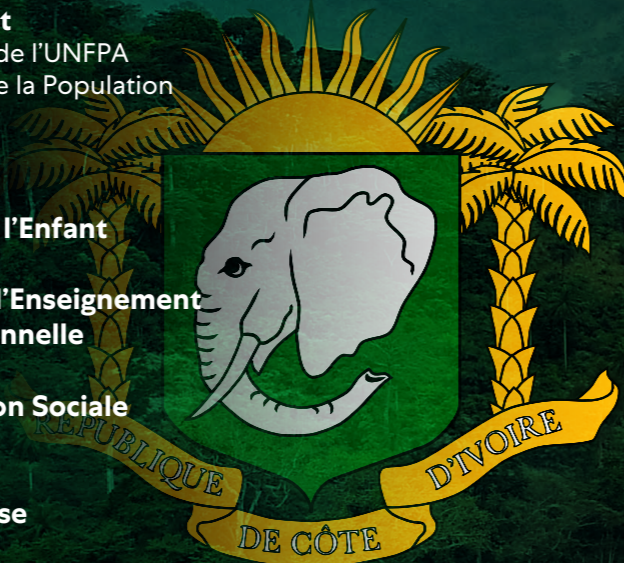


LES PARTENAIRES DE L'UNFPA



GOVERNEMENT

- ✓ **Ministère du Plan et du Développement**
qui assure la coordination des programmes de l'UNFPA en Côte d'Ivoire à travers l'Office National de la Population
- ✓ **Ministère de la Santé et de l'Hygiène**
- ✓ **Ministère de la Famille, de la Femme et l'Enfant**
- ✓ **Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle**
- ✓ **Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté**
- ✓ **Ministère de la Promotion de la Jeunesse et l'Emploi des Jeunes**



ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET SOCIÉTÉ CIVILE

- ✓ **Association Ivoirienne pour le Bien Être Familiale (AIBEF)**
- ✓ **Association Ivoirienne pour le Marketing Social (AIMAS)**
- ✓ **Sauvons 2 Vies**
- ✓ **Renaissance Santé Bouaké (RSB)**
- ✓ **Centre SAS**
- ✓ **Alliance de Religieux pour la Santé Intégrale et la Promotion de la personne Humaine (ARSIP) 2**
- ✓ **Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire**
- ✓ **Union des Radios de Proximités de Côte d'Ivoire**

INSTITUT DE RECHERCHE

- ✓ **Ecole Nationale de Statistiques et de l'Economie Appliquée d'Abidjan**

DONATEURS



GOVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE

Accompagne l'UNFPA dans la mobilisation des ressources dans i) le processus de recensement général de la population et de l'habitat République de Côte d'Ivoire ; ii) la réduction de la mortalité maternelle et de la fistule obstétricale ; iii) la lutte contre les violences basées sur le genre ; iv) la promotion de l'éducation inclusive et la protection du potentiel des adolescents et des jeunes dans l'enseignement technique et la formation professionnelle



LA BANQUE MONDIALE

- **Projet SWEDD** (Autonomisation des femmes du Sahel et dividende démographique) : Soutien l'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur accès à des services de santé maternelle et infantile de qualité
- **Projet Spark Santé** (Achat stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé) a pour objectif d'améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé de manière à réduire la mortalité maternelle et infantile en Côte d'Ivoire
- **Recensement de la Population 2021** : Apporte un appui au processus de recensement de la Population par le financement



BAD : Apporte un appui au processus de recensement de la Population par le financement des tablettes devant servir au dénombrement.



KOICA : Coopération Coréenne qui finance depuis 2012 la lutte contre les fistules obstétricales en Côte d'Ivoire.



En partenariat avec AFFAIRES MONDIALES CANADA

Apporte un appui financier pour le développement d'un projet en faveur de l'éducation inclusive et du maintien des filles à l'école.

FONDS THÉMATIQUES



FONDS FRANÇAIS MUSKOKA : Fonds octroyés par la France pour la mise en œuvre de programmes conjoints en faveur de la santé maternelle et celle des adolescents et jeunes.



UNFPA : Fonds thématique d'affectation spéciale pour la santé maternelle pour les pays en développement ayant des taux de mortalités élevés.



PBF : Fonds de consolidation pour la paix qui vise à apporter un appui aux actions de cohésion sociale et de consolidation de la paix.



Takeda : Firma pharmaceutique japonaise qui finance le projet « 2 heures pour la vie » qui vise à sauver la vie de la mère et du nouveau-né deux après la survenue des complications obstétricales.



UBRAF : Cadre unifié des résultats et des responsabilités, instrument commun des Nations Unies pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'ONUSIDA pour l'atteinte des «3 zéros» ; Fonds catalytiques mis en place pour la lutte contre le VIH.



UNFPA SUPPLIES : Programme de l'UNFPA qui a pour objet de renforcer la qualité de l'offre des services de planification familiale y inclus la chaîne d'approvisionnement, la qualité des données.

Fonds d'urgence humanitaire : le projet a financé les activités d'appui aux populations demandeurs d'asile dans le Nord et Nord-Est de la Côte d'Ivoire.



CÔTE D'IVOIRE



Conférence Internationale sur
la Population et le Développement

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION
Avenue Jean-Paul II, Plateau 6ème étage Immeuble CCIA
01 BP 1747 Abidjan 01 | Tél. standard : (225) 20 25 59 00
www.cotedivoire.unfpa.org

© UNFPA Côte d'Ivoire